



SOCIAL

UN SEMINAIRE DU PDUP :

Quelle stratégie face à la crise ?

La crise se renforce à l'échelle internationale et française. Aux Etats-Unis, le taux de chômage est passé de 7,2% à 8,2% en un seul mois (de décembre 1974 à janvier 1975), et le journal **Business Week** va jusqu'à écrire que « **l'économie américaine est en chute libre** ».

Les mécanismes traditionnels d'exportation de la crise des USA. vers l'Europe et le Japon (notamment les instruments monétaires) paraissent déréglés.

Enfin, la contre-offensive menée par l'impérialisme américain pour rétablir son hégémonie mondiale chancelante n'a pas donné jusqu'à présent des résultats décisifs. C'est dire qu'il est moins difficile de constater les causes et les effets de la crise que de prévoir avec certitude la stratégie utilisée par le capitalisme pour la dépasser. (1)

En France, si l'inflation s'est ralentie et si le déficit extérieur a été ramené à un niveau moins préoccupant qu'il y a trois mois, la montée du chômage partiel et total évoque davantage l'image d'une fusée que celle d'un Concorde au décollage.

En d'autres termes, les résultats du refroidissement imposé par Giscard-Fourcade sont évidents en ce qui concerne le rétablissement des « équilibres économiques » ; ses effets sur l'emploi sont non moins révélateurs. Ils appellent une riposte tactique et stratégique dont l'exacte formulation est difficile et incertaine.

Il ne suffit pas de dénoncer les impasses auxquelles conduit le réformisme pour résoudre la question.

C'est pourquoi, dès après le congrès d'Amiens, le PSU a affirmé la nécessité d'une riposte politique cohérente centrée notamment sur l'emploi et la consommation pour faire face aux effets de la crise.

A ce sujet, le séminaire relatif à la crise organisé par nos camarades italiens du « Partito di Unità Proletaria per il Comunismo » (PDUP), les 8 et 9 février derniers à Rome, a confirmé l'importance de la bataille de l'emploi face à l'austérité.

L'organisation de cette manifestation est partie d'une préoccupation centrale, similaire à celle du PSU : muscler l'analyse de l'extrême-gauche italienne sur la crise et donner un contenu **concret** à l'objectif **d'alliance autour de la classe ouvrière**.

La restructuration du capitalisme doit être analysée à la fois comme une tentative de reconversion industrielle, de nouvelle division interne et internationale du travail et en même temps comme une tentative de détruire les bases de l'organisation ouvrière sur les lieux de production.

Nous sommes entrés dans une phase historique où les capitalistes auront de plus en plus de difficultés à surmonter la crise sans réaction anti-ouvrière et populaire ouverte.

Parallèlement, il devient de plus en plus difficile pour la classe ouvrière de défendre purement et simplement ses positions, sans toucher à la nature des rapports de production, c'est-à-dire sans mener ouvertement la lutte pour le pouvoir et pour le socialisme.

En d'autres termes, la restructuration capitaliste — qui du point de vue social a pour effet de diviser la classe ouvrière pour la briser et donc de la **détruire** — appelle une **stratégie d'attaque** qui passe par sa « recomposition unitaire » ou, plus précisément, par **sa restructuration**. Il s'agit de réunifier le prolétariat à l'intérieur de l'usine, entre l'usine et l'extérieur, entre grandes entreprises et petites unités sous-traitantes, entre l'usine et le travail à domicile qui reste relativement développé en Italie.



Le travail pour tous

Le moyen privilégié pour restructurer la classe ouvrière est celui du « travail pour tous ».

Cet objectif n'a évidemment rien de commun avec la problématique keynésienne du plein-emploi par les investissements en système capitaliste. De fait, le seul mot d'ordre du « salaire pour tous » est vain quand une partie de la classe ouvrière travaille alors qu'une autre partie est contrainte au chômage. Il ne permet pas de freiner le processus de division du prolétariat surtout en période de crise, car la menace du chômage est plus dissuasive que les grenades lacrymogènes.

Au contraire, l'objectif idéologique du travail pour tous privilégie le travail quantitativement (refus total du chômage) et qualitativement (réduction du temps du travail pour tout le monde sans perte de salaire) au détriment de la productivité ; il permet de s'attaquer directement aux effets de la restructuration du capitalisme et notamment à l'élimination d'une partie de la force de travail. **Concrètement**, en cas de licenciement ou de chômage partiel, les travailleurs contraints à l'inaction refusent de quitter leur poste. Tout le monde reste dans l'usine et travaille moins, sans perte de salaire.

Ce type de situation ne constitue pas une simple vue de l'esprit. Le cas s'est fréquemment produit dans la chimie italienne.

La lutte unifiante de l'emploi pour tous peut sembler utopique en période de crise, où les licenciements et réductions d'horaires s'accroissent. Pourtant, l'expérience prouve que, précisément en période de crise profonde, la défense du poste de travail devient dérisoire si la classe ouvrière **reste sur la défensive** et n'essaie pas de transformer cette position de « **ligne Maginot** » en **position d'attaque** pour le contrôle social et global de la production.

La situation difficile dans laquelle se trouve actuellement la classe ouvrière française, démobilisée par le divorce entre les signataires du programme commun et après la défaite subie par les postiers à la fin de l'année dernière, mérite d'être méditée à la lumière de ce type de riposte. Certes, la situation française n'est pas exactement comparable avec celle de l'Italie, pour deux raisons complémentaires :

- la présence en France de très nombreux travailleurs immigrés qui en période de crise sont les premiers touchés par les licenciements, et l'absence de solidarité entre ceux-ci et les nationaux;
- la grande combativité de la classe ouvrière italienne depuis le mai rampant de 1968-1969.

En tout état de cause, les syndicats italiens ont réussi jusqu'à présent à s'opposer victorieusement à tout accord d'indemnisation partielle du chômage avec le patronat.

De fait, l'accord récemment signé en France a davantage permis de distiller le chômage de manière sélective que d'indemniser les travailleurs licenciés, en raison de la pagaille qui règne dans les ASSEDIC.

A long terme, cet accord risque d'engendrer des défaites bien plus désastreuses que celle des Postes.

Les luttes d'auto-réduction

Si « **l'emploi pour tous** » est l'axe central du combat sur les lieux de production, les luttes « d'auto-réduction » (sur les tarifs du gaz, de l'électricité, des transports, des loyers) permettent d'affirmer la priorité de la valeur d'usage des biens sur leur valeur d'échange et par conséquent sur la demande solvable qui est un des moteurs du capitalisme.

Elles peuvent également constituer un instrument essentiel de l'alliance, voire de la réunification nécessaire de certaines « couches moyennes » en formation, avec le prolétariat. En effet, les couches moyennes devraient être analysées dans leur processus de formation, c'est-à-dire non en tant que classe homogène, mais en tant que fractions antagonistes dont il est possible de réunir une partie avec la classe ouvrière (cf les OS de la plume, du tertiaire et de l'administration) (2).

En définitive, la problématique de l'emploi pour tous constitue un apport original qui pourrait guider le parti dans la définition d'une nouvelle offensive contre la crise, centrée sur deux nécessités à la fois tactique et stratégique :

- opposer à la restructuration du capitalisme la restructuration de la classe ouvrière, en s'attaquant dès maintenant aux effets les plus immédiats de la crise et notamment au chômage ;
- faire de « **l'emploi pour tous** » un facteur de remise en cause fondamental de la productivité et par conséquent d'une des bases principales du capitalisme.

Il est important que ce mot d'ordre soit validé par les luttes sociales et fasse l'objet d'analyses concrètes par l'ensemble du parti. Son acceptation par le mouvement ouvrier sera probablement autant difficile que fut héroïque la reconnaissance du « droit à la paresse » dont il n'est en fin de compte qu'un dérivé adapté à une nouvelle situation concrète.

Gilbert ESTEVE □

1— sur cette question, voir **La crise de l'Impérialisme** de S. Amin, A. Paire, M. Hussein et G. Massiah - Editions de Minuit.

2— Voir à ce sujet **l'Administration** ouvrage collectif sous la direction de J. Sallois. Editions Hachette et CEPL.